



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 novembre 2009

## CONTENU

### Politique commerciale américaine

Aide au commerce : nouvelle législation .....1  
Réforme de la politique commerciale : encore des mots durs venant du Congrès .....2

### Point de mire : APEC (suite)

L'image de l'APEC : action ou divertissement? .....3

Études économiques et articles connexes .....4

## Politique commerciale américaine

### Aide au commerce : nouvelle législation

Cette semaine, une nouvelle législation fut proposée par l'influent représentant Jim McDermott. Son projet de loi, intitulé *New Partnership for Trade Development Act of 2009*, prévoit de simplifier les critères administratifs des programmes américains d'aide au commerce (*U.S. preference programs*) par l'élaboration d'une seule « règle d'origine ».

« C'est un impératif moral pour nous d'aider les pays pauvres de l'Afrique et d'ailleurs dans le monde à bénéficier d'exemptions de taxe douanière lorsqu'ils exportent aux États-Unis. »

– Jim McDermott, 20 novembre 2009.

Cette nouvelle règle s'adresse aux pays de l'Afrique subsaharienne et aux autres pays dits « sous-développés ». Elle s'appliquera à trois programmes d'aide : *African Growth and Opportunity Act (AGOA)*; *Generalized System of Preferences (GSP)*; et *Duty-free, Quota-free (DFQF)*. Plus concrètement, sous le programme GSP, un bien est considéré comme « provenant d'un pays bénéficiaire du GSP » et se trouve exempté de taxe douanière, si la valeur ajoutée au bien correspond à 35 % de son prix à l'exportation. Dans ce cas, la valeur ajoutée correspond essentiellement à la valeur de la « force de travail » et à celle des « intrants », c'est-à-dire aux éléments entrant dans la production du bien dans le pays bénéficiaire du programme d'aide. La législation de McDermott prévoit de changer cette règle en permettant aux pays bénéficiant d'aide au commerce de « comptabiliser »

la valeur des matériaux importés pour la fabrication d'un bien dans le calcul total de la valeur ajoutée à un bien destiné aux États-Unis. L'avantage est que ces matériaux peuvent venir de tous les pays bénéficiant des programmes américains d'aide au commerce, y compris des pays relativement « avancés » tels le Brésil et l'Inde. Ainsi, la législation vise à stimuler non seulement les économies des pays sous-développés, mais aussi celles des pays en voie de développement par la création d'une nouvelle « chaîne de production Sud-Sud ».



Jim McDermott

Sources : Congressman Jim McDermott, « Rep. McDermott Introduces Bill to Improve Trade Benefits to Poor Countries », *News*, November 20, 2009. [En ligne]: <http://www.house.gov/mcdermott/pr091120.shtml>. Editorial, « McDermott Bill Applies New Rule Of Origin For Preference Programs », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 45 - November 20, 2009, p. 18.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 novembre 2009

### *Réforme de la politique commerciale : encore des mots durs venant du Congrès*

Le 18 novembre dernier, le président du Groupe de travail sur le commerce de la Chambre basse du Congrès, Michael Michaud, a invité le président des États-Unis, Barack Obama, à déclarer le Cycle de Doha « mort » et à se concentrer sur la réforme de la politique commerciale. La représentante Louise Slaughter a abondé dans le même sens en déclarant que continuer les négociations du Cycle de Doha va complètement « à l'encontre » des promesses électorales de Barack Obama.

Michaud et Slaughter ont défendu la pertinence de deux importantes législations (en attente d'être adoptées par le Congrès) visant à réorienter la politique commerciale américaine. Il s'agit de la législation *Reciprocal Market Access Act* (H.R. 3786), présentée à la Chambre basse le 8 octobre dernier par Slaughter, et de la législation *Trade Reform, Accountability, Development and Employment* (H.R. 3012), présentée à la Chambre basse en juin dernier par Michaud.

Le premier projet de loi vise à obliger le président des États-Unis à fournir une « certification de la réciprocité commerciale » au Congrès avant qu'une entente (bilatérale ou multilatérale) sur les barrières tarifaires soit conclue. Ainsi, aucun tarif imposé par les États-Unis ne pourra être éliminé s'il n'y a pas de « certification » de la réciprocité commerciale. Le second projet de loi contient d'importantes dispositions visant la révision du modèle sous-tendant les accords commerciaux des États-Unis, particulièrement en ce qui a trait à la manipulation des devises et aux standards sur l'investissement et sur l'achat public (*procurement*) dans les accords en question.

Source : Editorial, « Working Group Members Call for New Direction in Doha », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 45 - November 20, 2009, p. 14.

---

### Point de mire : APEC (suite)

#### *L'image de l'APEC : action ou divertissement?*

À la lumière du 17<sup>e</sup> Sommet de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC) qui a eu lieu à Singapour la semaine dernière, il semble que les pays membres de l'APEC n'aient pas réussi à dissiper la mauvaise réputation de leur organisation. L'APEC tend à être perçue à l'international comme une organisation qui, bien que se fixant de bons objectifs, aboutit rarement à des « actions concrètes ». Pire, l'APEC est parfois dépeinte comme une sorte de « bal costumé » où les chefs d'État porteraient plus attention à leurs tenues officielles (souvent traditionnelles) qu'à la réalisation d'objectifs clairement définis.

Les leaders de l'APEC ont annoncé, entre autres, la mise en œuvre d'une nouvelle initiative prévoyant la simplification des procédures administratives associées au commerce transfrontalier dans le but d'accélérer les flux commerciaux et d'améliorer la coordination des mesures de protection des droits de propriété intellectuelle ainsi que la coopération transfrontalière régionale dans le domaine des services de pointe. Les dirigeants politiques et leurs ministres du Commerce ont également déclaré qu'ils s'engageraient à « accélérer » le processus d'intégration régionale. Le problème est que ces déclarations demeurent vagues et ne nous fournissent aucun détail sur « comment » le régionalisme en Asie-Pacifique se concrétisera.



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 novembre 2009

En ce qui concerne les intérêts américains, le résultat le plus important du Sommet fut l'annonce par le président américain, Barack Obama, que les États-Unis chercheraient à augmenter leur « poids » économique et à renforcer la compétitivité des firmes américaines dans la géo-économie régionale de l'Asie-Pacifique. Obama a déclaré que son administration désirait aller de l'avant avec les négociations de l'accord de libre-échange transpacifique (*Trans-Pacific Partnership*). L'objectif de cette initiative, a déclaré Obama, est donc de façonner une « plateforme » pour faciliter l'intégration des économies de l'Asie-Pacifique (voir la Chronique du 17 novembre 2009). Mais, encore là, aucun détail ne fut donné quant aux étapes de la mise en œuvre de cette initiative.

D'ailleurs, avant que ne commence le Sommet, le directeur du prestigieux Institut *Peterson*, Fred Bergsten, avait déclaré que l'APEC ne « produit que très rarement des résultats concrets, car il s'agit d'un organe intergouvernemental qui opère sur une base volontaire. » De plus, les pays membres de l'APEC ne sont pas tous au même « stade » de développement socio-économique, ce qui expliquerait le manque de concertation lorsque vient le moment de prendre des décisions et surtout de s'entendre sur « comment les appliquer ». En revanche, la présidente du Comité pour le commerce et l'investissement de l'APEC, Mary Elizabeth Chelliah, a rétorqué que la mauvaise réputation de l'APEC n'était pas fondée. Il semble que Chelliah s'est sentie obligée de défendre l'APEC en déclarant que son mandat est très « pertinent pour les entreprises privées » et que les chefs d'États, diplomates et ministres du Commerce présents lors des sommets « travaillent beaucoup plus qu'on le pense. »

Sources : The White House (Office of the Press Secretary), « Remarks of President Barack Obama at Suntory Hall », *Speeches & Remarks*, November 14, 2009. [En ligne]: <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-barack-obama-suntory-hall>. Editorial, « APEC Summit Fuels Image of Talk Fest with Few Concrete Actions », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 45 - November 18, 2009.

---

## Études économiques et articles connexes

Nancy Birdsall et Arvind Subramanian, « Forget Emissions, Focus on Research », *Financial Times*, November 17, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1424>

C. Fred Bergsten et Lori Wallach, *Cooling the Planet Without Chilling Trade*, *Washington Post*, November 13, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1419>

Jeffrey J. Schott, « APEC and Trade Liberalization: Towards Greater Integration », *Business Times* (Singapore), November 10, 2009. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1324>

GAO, *International Trade: Options for Congressional Consideration to Improve U.S. Trade Preference Programs*, Washington D.C.: GAO-10-262T, November 17, 2009, 12p. [En ligne]: <http://www.gao.gov/new.items/d10262t.pdf>

William R. Kerr, *Breakthrough Inventions and Migrating Clusters of Innovation*, Cambridge M.A.: Harvard Business School Working Papers, 2009, 41p. [En ligne]: <http://www.hbs.edu/research/pdf/10-020.pdf>



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 24 novembre 2009

---

## Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique : Christian Deblock**

**Recherche et rédaction : Guillaume Mascotto**

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

